



# BULLETIN EUROPEEN DU MONITEUR

LA LETTRE HEBDOMADAIRE DE LA CONSTRUCTION ET DES SERVICES ASSOCIES

## Monténégro

**Aktor pour un contrat autoroutier géant.** Le consortium croate Konstruktor n'a pas réussi à boucler le financement pour réaliser une autoroute de 170 km (dont 48 tunnels et 107 ponts) entre Bar et Boljare, pour relier la côte adriatique du Monténégro à la frontière serbe. Du coup, le gouvernement a résilié le contrat signé avec cette entreprise en juin et a ouvert des négociations avec le consortium composé du Grec Aktor Concessions et d'Israéli Shikun & Binui. Ce dernier a quatre semaines pour aboutir à un accord. Les travaux, estimés à environ 3 milliards d'€, doivent durer sept à huit ans. Le groupe autrichien Alpine (filiale de l'Espagnol FCC) était également candidat.

## L'ESSENTIEL DE LA SEMAINE

**Un nouveau projet économique pour l'Union européenne.** La Commission vient de proposer une nouvelle stratégie, qui remplacera celle de Lisbonne et doit préparer l'économie du Vieux continent pour les 10 ans à venir – *page 2*

**Le BTP allemand s'installe dans la crise.** Après un recul de 4,1 % du chiffre d'affaires en 2009 des entreprises de plus de 20 salariés, le secteur s'attend un nouveau recul en 2010 – *page 4*

**Le gouvernement espagnol joue la rénovation au détriment des "infras".** Pour aider un secteur du bâtiment sinistré, il propose une TVA réduite pour la mise aux normes des logements. Mais pourrait par ailleurs revoir à la baisse son "Plan Stratégique d'Infrastructures et de Transports" – *page 4*

**Italie : un projet autoroutier à 9,5 milliards d'euros.** L'Anas espère publier avant fin 2010 un appel d'offres en "project financing" pour construire puis gérer l'autoroute Orte-Mestre, le plus gros projet de la Botte – *page 5*

**Londres : Land Securities relance la tour Walkie-Talkie...** Le premier promoteur immobilier britannique a recommencé à travailler sur son projet de gratte-ciel de 160 m de hauteur dans la City – *page 7*

**... et Kieran Timberlake désigné pour l'ambassade américaine.** L'architecte de Philadelphie a remporté le contrat de conception de ce bâtiment en forme de cube de 12 étages, qui sera "low carbon" – *page 8*

**Abertis n'exclut pas des opérations de croissance externe.** Après une année 2009 de "consolidation", le concessionnaire autoroutier espagnol serait décidé à réaliser des acquisitions en 2010 – *page 9*

**La Pologne supplante la Russie dans le business de Strabag.** Avec 950 millions d'€ en 2009, l'activité en Pologne du constructeur autrichien est devenue plus significative qu'en Russie. Et il en sera de même en 2010 – *page 9*

**Les trois majors français résistent à la crise.** La diversification géographique et/ou sectorielle leur permet d'encaisser le choc en 2009. Mais surtout les marges opérationnelles n'ont pas été sacrifiées et Vinci et Bouygues ont même renforcé leur structure financière en attendant des jours meilleurs – *page 10*

**Les majors espagnols du BTP s'en sortent en vendant leurs actifs.** ACS, Ferrovial, FCC, Acciona, et Sacyr ont assez bien tiré leur épingle du jeu en 2009. Mais l'essentiel des 4 milliards d'€ de bénéfices viennent d'ACS et Acciona – *page 12*

**"Nexity a une réelle volonté d'exporter son savoir-faire".** Dans un entretien au BEM, Bernard Pinoteau, DG international du pôle tertiaire, explicite la stratégie du promoteur français en Europe – *page 14*

**Investissements records pour la BEI en 2009.** La Banque européenne d'investissement a prêté 79 milliards d'€ (+37 %). Le BEM publie ici la liste des prêts signés l'an dernier intéressant le secteur de la construction – *page 17*

## RUBRIQUES

EN DIRECT DE BRUXELLES	2
LES MARCHÉS	4
A noter	6
PROJETS ET CONTRATS	7
LES ENTREPRISES	9
A suivre	15
TEXTES OFFICIELS	16
DOCUMENT SPÉCIAL	17
<i>Les prêts de la BEI en 2009</i>	

**EUROPE 2020 : UNE NOUVELLE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE.** La Commission européenne a proposé le 3 mars une nouvelle stratégie pour l'Europe, dénommée "Europe 2020 - une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive", qui remplacera la stratégie de Lisbonne et préparera l'économie européenne pour la décennie à venir. La Commission y distingue trois grands moteurs de croissance, à mettre en œuvre concrètement aux niveaux européen et nationaux : une croissance intelligente (promouvoir la connaissance, l'innovation, l'éducation et la société numérique), une croissance durable (rendre la production sobre en carbone, plus économe en ressources tout en dopant la compétitivité) et une croissance inclusive (renforcer la participation au marché du travail, l'acquisition de compétences et la lutte contre la pauvreté). Les progrès pour réaliser ces objectifs seront mesurés à l'aune des cinq cibles suivantes, que les États membres seront invités à convertir en objectifs nationaux : 75 % de la population de 20 à 64 ans devrait avoir un emploi ; 3 % du PIB devrait être investi dans la R&D ; les "3x20" du paquet énergie-climat (réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 %, porter à 20 % la part des énergies renouvelables et augmenter de 20 % l'efficacité énergétique) doivent être atteints ; le taux d'abandon scolaire devrait être ramené en dessous des 10 % et au moins 40 % des jeunes générations devraient obtenir un titre ou diplôme ; la réduction de 20 millions le nombre de personnes menacées de pauvreté. Pour réaliser ces objectifs, la Commission propose 7 initiatives phares qui engageront à la fois l'Union et les États membres.

*Commentaire.* Les chefs d'État et de gouvernement pourraient adopter cette stratégie lors du Conseil européen des 25 et 26 mars puis en approuver les dispositions détaillées en juin. Voir [http://ec.europa.eu/eu2020/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/eu2020/index_fr.htm)

**DIRECTIVE SERVICES : PRESSION SUR LES RETARDATAIRES.** Le Conseil des ministres chargés de la Compétitivité a pris note le 1<sup>er</sup> mars d'un bilan réalisé par la Commission européenne relatif à la transposition de la directive "Services" de 2006 en vigueur depuis fin 2009. Il en ressort que la Grèce et la Slovénie doivent achever l'évaluation de leur législation nationale couverte par la directive ; que l'Irlande et le Portugal doivent finir de rédiger leur législation horizontale transposant la directive ; que neuf États membres (Autriche, Chypre, Grèce, Finlande, Irlande, Luxembourg, Portugal, Roumanie et Slovénie) doivent rédiger les textes modifiant leurs réglementations nationales ; et que six pays (Grèce, Italie, Pologne, Slovaquie, Roumanie, Slovénie) doivent créer des guichets uniques ou du moins renforcer leurs capacités d'information.

*Commentaire.* L'examen croisé des réglementations nationales par les États et la Commission a néanmoins démarré. Cet exercice se poursuivra durant toute cette année, la Commission devant publier un rapport fin 2010. Elle a d'ores et déjà annoncé qu'elle n'hésitera pas à lancer des procédures d'infraction.

**BOURSE CARBONE : LE TRIBUNAL REJETTE LE RECOURS D'ARCELOR.** Le 2 mars, le Tribunal de première instance de l'Union européenne a estimé irrecevable le recours d'Arcelor contestant la validité de la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS). Estimant que l'application des dispositions de ce texte à des installations de production de fonte brute ou d'acier violait plusieurs principes de droit communautaire, Arcelor avait demandé en janvier 2004 l'annulation de certains articles de la directive et une réparation des dommages subis du fait de son adoption. Le Tribunal a constaté qu'Arcelor n'est "ni individuellement ni directement concerné par la directive", laquelle s'applique de manière générale et abstraite à tous les opérateurs visés à l'annexe, y compris ceux de la production de fonte ou d'acier. Selon les juges, Arcelor n'a pas démontré que le législateur communautaire avait violé le droit de propriété, la liberté d'exercer une activité économique, le principe de proportionnalité, le principe d'égalité du traitement, la liberté d'établissement ou le principe de sécurité juridique de "manière suffisamment caractérisée" pour engager la responsabilité non contractuelle de la Communauté.

*Commentaire.* La Cour de justice européenne avait déjà validé, en décembre 2008, la directive ETS au regard du principe d'égalité (Affaire C-127/07 - Arcelor Atlantique et Lorraine).

**APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE : DES PROGRÈS.** Selon le dernier tableau d'affichage du marché intérieur que vient de publier la Commission, les États n'ont jamais obtenu d'aussi bons résultats concernant la transposition des règles du marché intérieur. En moyenne, 0,7 % des directives relatives au marché intérieur n'ont pas été transposées dans les délais. Un chiffre en baisse par rapport aux 1 % enregistrés mi-2009. Le nombre de procédures d'infraction a lui baissé de 1,2 %. L'Italie est à l'origine de la plupart des procédures en cours, suivie de la Grèce et de l'Espagne.

Voir [http://ec.europa.eu/internal\\_market/score/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/score/index_en.htm)

**INVESTISSEMENTS ÉNERGÉTIQUES : VERS UN ACCORD POLITIQUE.** Le Conseil des ministres chargés de l'Energie qui se réunira le 12 mars devrait conclure un accord politique sur la proposition de règlement présentée en juillet 2009 sur la notification obligatoire des projets d'infrastructures énergétiques. Le Parlement européen, qui a été seulement consulté (alors qu'il réclamait la codécision), a rendu son avis le 25 février. La rapporteuse roumaine Adina-Ioana Vălean (ADLE) a fait amender ce texte qui impose aux Etats membres l'obligation de lui notifier, tous les deux ans, les projets de construction, modernisation, ou déclassement de capacités de production, de transport ou de stockage d'énergie. Les eurodéputés préconisent notamment d'éclaircir le champ d'application du règlement, concernant les types de projets d'investissement couverts, de renforcer la confidentialité des données, et d'alléger l'obligation administrative de communiquer les investissements.

*Commentaire.* Ce règlement porte sur les projets d'investissements en infrastructure énergétique de production, stockage et transport de pétrole, de gaz, de charbon, de renouvelables, ainsi que les centrales électriques, les grands projets de chauffage/refroidissement urbain et de capture et stockage de carbone (CSC).

**RAPPORT SUR LA DURABILITÉ DE LA BIOMASSE.** La Commission européenne a adopté un rapport sur les exigences de viabilité environnementale relatives à l'utilisation de biomasse solide et gazeuse pour l'électricité, le chauffage et le refroidissement. Elle estime qu'il n'est pas nécessaire, à ce stade, de proposer une législation plus détaillée, mais fait plusieurs recommandations sur les critères de viabilité environnementale à utiliser par les États membres voulant introduire un régime national, et ce afin d'éviter les entraves au bon fonctionnement du marché intérieur. Elle préconise ainsi d'interdire d'utiliser la biomasse issue de terres forestières, de zones stockant des quantités importantes de carbone et des zones riches en biodiversité. Elle formule une méthodologie de calcul des émissions de gaz à effet de serre. Elle recommande de différencier les régimes de soutien nationaux en faveur des installations qui ont des rendements élevés de conversion énergétique et de contrôler l'origine de la biomasse.

**FONDS STRUCTURELS : L'ESPAGNE PRÉCONISE DE DÉPENSER PLUS VITE LES CRÉDITS.** Les ministres européens en charge de la Politique régionale, réunis le 19 février à Saragosse, ont mis l'accent sur la nécessité de simplifier le contrôle et la gestion des fonds régionaux afin d'accélérer les projets. Une étude, commandée par la Commission européenne en mai dernier, encourage en effet à réformer profondément la politique de cohésion. Le commissaire autrichien chargé de la Politique régionale, Johannes Hahn – ancien maire de Vienne –, a insisté sur le fait que la dimension régionale devait jouer un rôle central dans les propositions à venir de la Commission européenne pour la stratégie "UE 2020". Celle-ci doit guider l'élaboration de la politique économique et sociale européenne pour la prochaine décennie (voir ci-contre). La nouvelle présidente du Comité des Régions, Mercedes Bresso, élue le 10 février pour succéder à Luc Van den Brande, a toutefois alerté sur le fait que "faire de la politique européenne régionale un simple outil pour mettre en œuvre la stratégie "UE 2020" serait une erreur".

**DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS POLONAIS : L'ALLEMAGNE POINTÉE DU DOIGT.** Il ressort de la convention signée entre les gouvernements allemand et polonais le 31 janvier 1990 que seules des entreprises allemandes pourraient conclure des contrats d'entreprise et détacher des travailleurs polonais pour exécuter des contrats d'entreprise en Allemagne. Une directive de l'Agence fédérale de l'emploi relative aux travailleurs étrangers des nouveaux États membres de l'Union européenne interdit en effet la conclusion de contrats d'entreprises permettant de recruter une main d'œuvre étrangère dans une circonscription où le taux de chômage moyen est supérieur d'au moins 30 % au taux en Allemagne. La Commission, considérant qu'en empêchant les entreprises d'autres États souhaitant réaliser des travaux en Allemagne de conclure des contrats avec un entrepreneur polonais (sauf à y créer une filiale), ce pays a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de la libre prestation de services et a donc saisi la Cour de justice des Communautés européennes (Affaire C-546/07). Cette dernière a estimé qu'une telle restriction est discriminatoire et non justifiée. Pour faire face aux perturbations graves de son marché du travail, l'Allemagne peut, conformément à l'acte d'adhésion, limiter dans le contexte de la prestation de services la circulation des travailleurs détachés par des entreprises établies en Pologne. Mais la Cour a estimé qu'une telle restriction ne devait pas créer des conditions plus restrictives que celles existant à la date de la signature du traité d'adhésion pour la circulation temporaire des travailleurs dans le contexte de la prestation de services transnationale entre l'Allemagne et la Pologne.

**EN BREF.** Le Conseil des ministres a adopté sa position commune sur la proposition de règlement visant à rendre le fret ferroviaire européen plus compétitif en créant neuf corridors internationaux.

### ALLEMAGNE

**LE BTP S'INSTALLE DANS LA CRISE.** Après un recul de 4,1 % en 2009 du chiffre d'affaires des entreprises de BTP de plus de 20 salariés, à 83 milliards d'€, le BTP allemand s'attend un nouveau recul de son chiffre d'affaires en 2010. Les plans de relance ne permettront pas de compenser la baisse des activités, notamment dans la commande privée. L'Office fédéral des statistiques annonce en effet que leurs nouvelles commandes ont reculé de 6,6 % l'an dernier. C'est la plus forte baisse depuis 2005. Le second œuvre est le plus touché (-13 %). La reprise des nouvelles commandes enregistrée en décembre 2009 (+6,6 %) fait toutefois dire à l'Office que la situation pourrait se stabiliser. Mais les différentes fédérations prévoient quant à elles une nouvelle baisse de l'activité en 2010, quoique moins forte qu'en 2009. La Fédération des majors du BTP allemand (HDB) s'attend à un recul de 1,5 % de l'activité cette année. De même que la confédération des PME du bâtiment (ZDB).

**RÉNOVATION THERMIQUE : FORTE HAUSSE DES AIDES.** Les aides publiques en faveur de la rénovation thermique des bâtiments ont été augmentées de 400 millions d'€ pour 2010, passant à 1,5 milliard contre 1,1 initialement prévu au budget, a annoncé un porte-parole du ministère des Travaux publics. Le vote du Parlement est assuré, a-t-il précisé. La banque publique d'investissement KfW accorde des prêts allant jusqu'à 75 000 € pour la rénovation de bâtiments et de 50 000 € pour le neuf. La Fédération des PME du bâtiment (BVB) appelle ce vote de ses vœux car elle anticipe que le pire de la crise interviendra cette année et en 2011.

**LE BESOIN EN LOGEMENTS RESTE FORT.** Malgré une baisse continue de la population, le besoin en nouveaux logements restera important jusqu'en 2025. C'est la conclusion du rapport prévisionnel de l'institut public BBSR chargé de la recherche sur l'urbanisme et la construction. Il faudrait 183 000 nouveaux logements par an pour couvrir les besoins, selon cet institut. Les fédérations professionnelles tablent sur la construction de 145 000 logements en 2010.

*Commentaire.* Les besoins sont très variables selon les régions. Tandis qu'à Munich, le besoin est de 57 logements pour 10 000 habitants, le rapport est de 1 à 10 000 à Halle (Saxe-Anhalt).

### AUTRICHE

**PAS D'AMÉLIORATION AVANT 2013 POUR L'INDUSTRIE DU BTP.** Les industriels du BTP autrichien ont fortement souffert de la crise en 2009 et restent pessimistes. La fédération des produits de carrière et de la céramique a calculé le recul du chiffre d'affaires à 11 % en 2009 (3,2 milliards d'€). Le nombre de salariés a diminué de 7,5 %, à 13 600. Les raisons invoquées sont la baisse des exportations et des permis de construire en Autriche. "Nous ne voyons toujours pas le bout du tunnel", a reconnu le président de la fédération. Le recul du chiffre d'affaires devrait se poursuivre au moins jusqu'en 2013 et la production baisser de 5 % en trois ans, selon lui.

### ESPAGNE

**MADRID JOUE LA RÉNOVATION DU BÂTI, À DÉFAUT D'INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES.**

Pour redonner du travail à un secteur du bâtiment sinistré, le gouvernement veut favoriser l'investissement pour la mise aux normes d'une partie du parc immobilier. Sur 25 millions de logements recensés, plus de 50 % a plus de 30 ans d'âge et 20 % plus de 50 ans. Pour relancer l'activité, la TVA sera réduite à 8 % pour les travaux de rénovation. De plus, les contribuables à bas revenus (moins de 33 000 €/an) bénéficieront d'une déduction fiscale de 10 %. Le gouvernement, qui a présenté cette mesure aux partis politiques le 1<sup>er</sup> mars et qui doit être approuvée par le Parlement, pourrait être applicable dès le 1<sup>er</sup> juillet pour une période de deux ans. Les pouvoirs publics misent sur la "création", ou plutôt le retour à l'emploi, de 300 000 salariés du secteur. Depuis le début de l'éclatement de la bulle immobilière mi-2007, le secteur du BTP, qui occupe plus de 10 % de la population active, a perdu 970 000 emplois.

*Commentaire.* Il semblerait que le ministère du Fomento soit contraint de revoir à la baisse son Plan Stratégique d'Infrastructures et de Transports (PEIT) 2005/2020, qui prévoyait notamment la construction de 9 000 km de LGV et 6 000 km d'autoroutes et voies rapides. Le ministère doit présenter prochainement un plan a minima de ce qui pourrait être réalisé sans affecter les projets prioritaires comme les lignes à grande vitesse.

**PROJETS DE TRAMWAYS À GOGO.** De nombreuses villes espagnoles envisagent l'implantation du tramway. Actuellement, neuf municipalités ont fait part de leurs projets : Almería, Cordoue, Gijón, Huelva, Jerez de la Frontera, Santander, Ségovie, Saragosse et Tolède. Celles de Cadix, Grenade, Málaga, Murcie et Séville ont commencé la construction de leur tramway alors que celles d'Alicante, Barcelone, Bilbao, Madrid, Ténérife, Valence et Vitoria ont déjà leur réseau.

## FRANCE

**RÉNOVATION THERMIQUE DES BÂTIMENTS : +4 % EN 2010.** Le chiffre d'affaires du marché de la rénovation thermique des bâtiments (logements et bureaux) progressera de "seulement" 4 % en 2010 par rapport à 2009, année qui a elle-même connu une hausse de 2 % par rapport à 2008, selon une récente étude du cabinet Xerfi. L'activité des entreprises positionnées sur ces créneaux progressait depuis quelques années sur un rythme compris entre 6 et 7 % par an en valeur. "Le marché profite d'une réglementation favorable" mais "les revirements de l'Etat vont retarder l'envol du marché", indique Xerfi, qui évalue à "200 milliards d'€" les sommes "qui devraient être dépensées en France au cours des dix prochaines années pour améliorer l'isolation des logements et des locaux tertiaires. Mais, souligne le cabinet, "à terme, le marché prendra son envol avec la montée en puissance des chantiers dans les logements sociaux et dans les bâtiments publics".

## ITALIE

**LA BOTTE VEUT ÉRADICHER LA CORRUPTION DANS LE BTP.** Renforcer la transparence des administrations en publiant notamment sur Internet les appels d'offres publics : c'est une des mesures que devrait mettre en place l'Italie, qui planche en ce moment sur un plan national anti-corruption. Le 1<sup>er</sup> mars, le gouvernement Berlusconi a déjà adopté un premier projet de loi qui prévoit notamment un contrôle renforcé des administrations locales et l'obligation pour les autorités adjudicatrices d'informer l'Autorité de Vigilance de la publication d'un marché. La Cour des comptes italienne a publié récemment un rapport alarmant qualifiant la corruption dans la Péninsule de "pathologie grave", avec un bond de 229 % des plaintes sur les onze premiers mois de 2009 (BEM du 1<sup>er</sup> mars, p.6). Le BTP est particulièrement concerné par ce problème.

**HYDROGÉOLOGIE : 70 % DES COMMUNES SONT "À RISQUE".** 4,2 milliards d'€ seraient nécessaires pour éviter les catastrophes hydrogéologiques. C'est ce qu'avance l'Anbi, l'association regroupant des entreprises spécialistes de la bonification des terrains et de l'irrigation, qui estime que 7 communes italiennes sur 10 sont aujourd'hui "à risque". En février, des milliers d'habitants de villages de Calabre et de Sicile avaient dû être évacués en raison de risques de glissements de terrain. Le plan de l'Anbi consisterait à réaménager les torrents, les ruisseaux, les pentes et colines et à renforcer les canaux d'écoulement.

**AUTOROUTE ORTE-MESTRE : UN PROJET DE 9,5 MILLIARDS D'EUROS.** L'Anas, la société de gestion des routes et autoroutes italiennes, espère publier avant la fin de l'année un appel d'offres en "project financing" de 9,5 milliards d'€ pour trouver la société capable de construire puis gérer l'autoroute Orte-Mestre. Selon le président de l'Anas, Pietro Ciucci, cet ouvrage est "le plus grand projet d'infrastructure" italien. Il s'agit de construire une autoroute de 400 km – dont 139 km de ponts et viaducs et 13 km de tunnels – qui traversera cinq régions (Latium, Ombrie, Toscane, Emile-Romagne et Vénétie). Les travaux devraient durer 9 ans et bénéficier de 1,5 milliard d'€ de financement public.

*Commentaire.* Pour Pietro Ciucci, il s'agit maintenant de faire avancer ce dossier : depuis 10 ans, les disputes se poursuivent sur le choix du tracé, ce qui a considérablement ralenti la procédure.

## PAYS DE L'EST

**SLOVAQUIE : UN PROJET D'OLÉODUC FAIT POLÉMIQUE.** Le projet d'oléoduc traversant le sud-ouest de la Slovaquie, soulève une polémique. Ce projet, destiné à relier l'Autriche à l'oléoduc Droujba, qui transporte le brut russe vers l'Europe, prévoit la construction d'un pipeline de 62 km à travers la zone protégée de Zitny Ostrov, située entre deux bras du Danube. Or, Zitny Ostrov abrite une réserve de 10 milliards de m<sup>3</sup> d'eau potable de grande qualité. Le projet d'oléoduc est une initiative commune du pétrolier slovaque Transpetrol et de l'Autrichien OMV, qui détient 26 % des parts dans ce projet. Les travaux doivent être lancés en 2012.

**HONGRIE : LE LOGEMENT ATTEINT SON POINT BAS.** Le nombre de logements livrés achevés (31 944 unités) a baissé de 11 % l'an dernier et celui des nouveaux permis de construire (28 400) a chuté de 35 %, constate le KSH, l'Office Central des Statistiques. Les constructions neuves en Hongrie sont en diminution continue depuis 2004, aussi bien au niveau du nombre de logements livrés qu'à celui des permis délivrés. En 2009, le nombre de nouveaux permis de construire a même atteint son point le plus bas depuis 10 ans.

*Commentaire.* Le KSH évalue à 2,75 millions de m<sup>2</sup> les surfaces de logement construites en 2009 et à 3,36 millions de m<sup>2</sup> celles dans le non résidentiel, soit une baisse respective de 31 % et de 26 % par rapport à 2008.

**INFRASTRUCTURES : SOFIA ET BUCAREST DEMANDENT À PROLONGER L'AIDE EUROPÉENNE.** La Bulgarie et la Roumanie ont demandé à l'Union européenne de prolonger d'un an l'octroi d'une aide de 200 millions d'€ pour le financement de projets d'infrastructures. Le Premier ministre bulgare, Boïko Borissov, a annoncé ainsi la signature avec son homologue roumain Emil Bok d'une demande conjointe en ce sens adressée à la Commission européenne. 70 millions de subvention sont notamment prévus pour la construction d'un deuxième pont sur le Danube, à la frontière entre la Bulgarie et la Roumanie pour relier la ville bulgare de Vidine et celle roumaine de Kalafat. Le projet, confié à l'entreprise espagnole FCC, porte sur un pont de 1,9 km de long avec quatre voies de circulation automobile et une voie ferroviaire (BEM du 22 octobre 2007, p. 11). Les travaux sont en retard de 14 mois, mais la Bulgarie espère que le pont pourra être mis en service fin 2011.

*Commentaire.* Le financement européen expirant fin 2010, les deux chefs de gouvernement ont souligné qu'ils espéraient "une réponse positive de Bruxelles".

**POLOGNE : DEMANDE DE FINANCEMENT POUR UN TERMINAL GAZIER.** La société publique Polskie LNG, qui construira et exploitera le terminal gazier de Swinoujscie sur la Baltique, a chargé l'Institut polonais du pétrole et du gaz de solliciter un financement européen de 159 millions d'€ pour ce projet. Un autre financement européen est déjà prévu pour cette installation devant réduire la dépendance de la Pologne du gaz russe (80 millions dans le cadre du plan de relance européen).

*Commentaire.* L'appel d'offres de travaux du terminal est toujours en cours avec trois candidats, dont Vinci Construction Grands Projets avec sa filiale Entrepose Contracting (BEM du 1<sup>er</sup> mars 2010, p.12). Le vainqueur devrait être connu cet été, à la même époque que la décision sur le financement européen. La valeur du contrat est située par les experts entre 600 et 700 millions d'€.

## À NOTER

**Américains et Russes s'intéressent aux LGV portugaises.** A l'invitation de l'Union internationale des Chemins de fer (UIC), Carlos Fernandes, administrateur de la RAVE, le gestionnaire des infrastructures ferroviaires portugaises, s'est rendu aux Etats-Unis et en Russie pour présenter le modèle des LGV portugaises.

**Stations de ski : Mirax se heurte aux écologistes suisses.** Le promoteur-constructeur russe Mirax, qui s'est engagé dans un projet de station de ski à Mollens (Valais), a dû freiner son plan d'investissement de 300 millions de \$ sous la pression des écologistes du Fonds mondial pour la nature (WWF) et d'une organisation de défense et d'aménagement du paysage locale. La commune de Mollens a annulé le permis de construire délivré l'an

dernier, acceptant les arguments des écologistes selon lesquels l'étude d'impact n'avait pas été menée à un niveau suffisant et la rentabilité du projet pour la commune n'était pas assurée.

**Italie : le nombre de faillites explose.** 2009 restera une année noire pour le secteur de la construction italien. Le nombre de faillites dans le BTP a en effet bondi de 31 % par rapport à 2008, une hausse plus importante que pour les autres secteurs économiques. Et 200 000 emplois ont été supprimés.

**Croatie : feu vert à South Stream.** La Croatie vient de signer un accord avec la Russie sur le passage du gazoduc sur son territoire. Ce projet, soutenu par les sociétés russe Gazprom et italienne Eni, fait concurrence au gazoduc Nabucco,

porté par l'Union européenne, tous deux visant à fournir du gaz à l'Europe. Il doit acheminer du gaz de Russie vers l'Europe via la mer Noire, en contournant l'Ukraine. Le démarrage du projet est officiellement prévu en 2013.

**Hongrie : château de Koszeg.** Le château de la ville de Koszeg (ouest de la Hongrie) sera reconstruit pour 5,5 millions d'€, financés via une subvention européenne (2,5 millions) et la ville. L'appel d'offres sera bientôt lancé. Livraison prévue pour le 2<sup>ème</sup> semestre de 2011.

**Madère : prêt BEI de 180 millions.** La Banque européenne d'investissement prêtera jusqu'à 180 millions d'€ pour la reconstruction de l'île portugaise de Madère, frappée par des intempéries en février (BEM du 1<sup>er</sup> mars 2010, p.8).

## PROJETS

**LAND SECURITIES RELANCE "WALKIE TALKIE".** Land Securities, le premier promoteur immobilier britannique, a recommencé à travailler sur son projet de gratte-ciel de 160 m de haut et de 5 574 m<sup>2</sup> dans la City, surnommé le "Walkie-Talkie". Ce projet, conçu par l'architecte Rafael Vinoly, était tombé aux oubliettes il y a 18 mois, alors que la récession faisait rage Outre-Manche. Le promoteur a demandé à plusieurs entreprises des devis pour cette tour aux formes arrondies sur Fenchurch Street. Les marges des groupes de BTP ayant fortement baissé ces 18 derniers mois, Land Securities espère que le coût sera inférieur aux 441 millions d'€ estimés initialement. Des sources proches du groupe indiquent que les travaux devraient débuter en 2010. *Commentaire.* La relance du projet intervient alors que l'on craint un manque de bureaux dans la City. Seuls trois bâtiments seront terminés entre 2010 et 2012 : la Heron Tower, à Bishopsgate, le projet Hines de Cannon Street et, enfin, les bureaux de Minerva, le Walbrook. D'autres projets ont été abandonnés pendant la crise comme la "Râpe à fromage" (Cheese Grater) de Leadenhall Street, un projet d'immeuble de 224 m de haut à forme biseautée conçue par Richard Rogers et Arup.

**RUSSIE : STATION TOURISTIQUE DANS LE STAVROPOL POUR M-INDUSTRIA.** La grande banque publique russe Sberbank a confirmé son intention d'investir jusqu'à 1 milliard de \$ dans la création d'une station de villégiature à Jeleznovodsk, dans la région de Stavropol. Le projet prévoit la création de quatre zones de loisirs autour d'un lac artificiel de 107 000 m<sup>2</sup>. La construction de la station, qui doit occuper 360 ha, a été confiée à la société Peterbourkourortstroï (M-Industria). Le complexe, dont la date de la mise en exploitation n'a pas été précisée, est conçu pour accueillir 5 000 personnes.

**POLOGNE : NOMBREUX CANDIDATS POUR LA S17 (LUBLIN).** Une trentaine de candidats, dont de nombreux majors européens et leurs filiales polonaises, mais aussi un groupe chinois (Shanghai Urban Construction Corporation, avec les Polonais Energopol et Unipol), ont répondu à chacun des cinq appels d'offres pour autant de tronçons de la partie de la route nationale S17 entre Kurow, Lublin et Piaski, dont la longueur totale est de près de 70 km. Parmi les membres des autres consortiums, dont la configuration n'est pas toujours la même pour les cinq appels d'offres, on trouve notamment le Suédois Skanska, DTP Terrassement et le Polonais Karmar (filiales de Bouygues Construction), Le Français Eurovia et le Polonais Warbud (filiales de Vinci), les Allemands Hochtief et Bilfinger Berger, l'Autrichien Strabag, un fort contingent espagnol (Acciona, Ferrovial, Dragados, FCC, Rubau, Sando et IC Construction), les Portugais MSF et Mota-Engil, les Irlandais Siac et SRB, le Grec J&P Avax, ainsi que des entreprises turques, tchèques, slovaques, croates, biélorusses et lituanienes.

**HONGRIE : MARCHÉ D'ASSAINISSEMENT PRÈS DE BUDAPEST.** Le gouvernement hongrois a accordé 90 millions d'€ à un projet d'assainissement de 108 millions prévu dans la région de Tapio, au sud-est de Budapest. Une fois l'approbation de Bruxelles définitive, l'appel d'offres pourra être publié. Les travaux commenceront au 2<sup>ème</sup> semestre 2010 et la livraison est prévue pour l'été 2012. Il s'agit d'installer 550 km de canalisations, 240 km de conduites de raccordement et de construire quatre stations d'épuration.

**ITALIE : GALERIE DE SÉCURITÉ AU FRÉJUS.** La Société française du tunnel routier du Fréjus, et la Société italienne concessionnaire du tunnel et de l'autoroute A32 Turin-Bardonecchia, ont publié un appel d'offres restreint de 118,5 millions d'€. Le marché consiste à réaliser la 2<sup>ème</sup> phase d'une galerie de sécurité du tunnel de Fréjus côté italien. Dans le détail, 110,4 millions seront investis dans les travaux, 5,2 pour la sécurité et 2,8 millions pour l'élaboration du projet. La portion de 6 km comportera notamment 16 refuges et 4 stations techniques. Les offres peuvent être déposées jusqu'au 25 mars.

**BASSE-AUTRICHE : ÉLARGISSEMENT DE L'A2.** L'autoroute A2 (sud du pays) va être élargie à 4 voies entre Baden et Kottinbrunn, en Basse-Autriche. L'Asfinag, société à 100 % publique chargée de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes, chiffre le coût des travaux à 55 millions d'€. Le projet comprend également une bretelle d'accès à Bad Vöslau pour 5,9 millions.

**LAUSANNE : HRS POUR LE CENTRE DE CONGRÈS DE POLYTECHNIQUE.** Dans le cadre de son projet de nouveau campus, l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) a retenu le cabinet Richter-Dahl Rocha, implanté dans la même ville, et le constructeur helvétique HRS pour la conception et la construction de son centre de congrès. Les travaux, programmés de l'été prochain à courant 2012, se montent à 130 millions d'€ pour 42 000 m<sup>2</sup>, incluant 500 logements étudiants. Ils représentent le plus gros budget unitaire du nouveau campus, qui aura mobilisé près de 400 millions d'€ d'origine publique et privée. Le même tandem réalise déjà sur place le "Quartier de l'innovation", soit un investissement de 95 millions, un chantier réparti en deux tranches de 27 000 m<sup>2</sup> et 16 000 m<sup>2</sup> livrés en 2010 puis en 2012. L'école avait par ailleurs fait appel à Lössinger, la filiale suisse de Bouygues Construction, pour son Rolex Learning Center. Portant le nom du sponsor principal et d'un coût de 70 millions, signé du Japonais Sanaa, ce bâtiment a ouvert ses portes le 22 février.

**ITALIE : HOPITAL À NOVARE.** La ville de Novare (nord de l'Italie) devrait publier avant la fin de l'année un appel d'offres en "leasing" d'un montant de 360 millions d'€ afin de construire une "Cité de la Santé". Le gros des travaux consistera à bâtir un nouvel hôpital de 135 000 m<sup>2</sup>. Située au milieu d'un parc au sud de la commune, cette nouvelle structure proposera plus de 700 lits. Le projet préliminaire de ce chantier doit être validé dans les jours qui viennent.

**SALFORD : RENOUVELLEMENT DU QUARTIER DE CHAPEL STREET.** L'Agence de Développement de la région Nord-Ouest (Northwest Regional Development Agency), en Angleterre, a versé près de 12 millions d'€ pour aider au lancement du grand projet de renouveau urbain du quartier de Chapel Street, à Salford. Un projet de 717 millions d'€ qui inclut la construction d'un espace de bureaux, de commerces et de loisirs de 220 000 m<sup>2</sup>, ainsi que 849 logements et 390 chambres d'hôtel. L'argent versé par la NWDA servira à la reconfiguration des routes du quartier, à l'agrandissement des trottoirs et à l'amélioration de l'éclairage et des espaces publics. La première phase des travaux routiers commence immédiatement et se terminera à l'automne. Le redéveloppement urbain de Salford est dirigé par la Central Salford Urban Regeneration Company (URC) en partenariat avec le promoteur immobilier English Cities fund (ECF).

**USINE ORIFLAME PRÈS DE MOSCOU.** La multinationale de cosmétiques fondée en Suède, Oriflame, prévoit de construire près de Moscou une unité de production, soit un investissement qu'elle situe entre 125 et 175 millions d'€. L'usine devrait être opérationnelle en 2013.

## CONTRATS

**EIFPAGE POUR UN STADE EN POLOGNE.** Le français Eiffage a remporté l'appel d'offres pour la construction d'un stade municipal à Bialystok (nord-est de la Pologne), un marché de 40 millions d'€. Dans le meilleur des cas, le contrat sera signé en mars. A partir de là, le constructeur aura 24 mois pour achever le chantier. Le stade pour 22 500 spectateurs, avec l'ensemble des gradins protégés par un toit, servira principalement au club local de première division de football, le Jagiellonia Bialystok.

**LONDRES : KIERAN TIMBERLAKE POUR L'AMBASSADE AMÉRICAINE.** Un cabinet d'architectes américain basé à Philadelphie, Kieran Timberlake, a remporté le contrat pour la réalisation de la nouvelle ambassade américaine à Londres, dans le quartier de Nine Elms. Il a battu ses trois concurrents : Richard Meier & Partners, Morphosis Architects et Pei Cobb Freed & Partners. Kieran Timberlake va ainsi créer un bâtiment à faibles émissions de carbone en forme de cube de glace de 12 étages et de 45 000 m<sup>2</sup> pouvant accueillir les 1 000 employés de l'ambassade. Le cabinet d'architectes va également concevoir le paysage aux alentours de l'immeuble avec, entre autres, la construction d'un bassin. Montant du projet : plus d'1 milliard d'€. Les travaux sur le site devraient débuter en 2013 et se terminer en 2017.

**HEIJMANS RESTRUCTURE LE CENTRE DE KAATSHEUVEL.** Le groupe de construction néerlandais Heijmans procédera, avec WSG Housing Corporation, à une restructuration profonde du centre de Kaatsheuvel, sur la commune de Loon op Zand. Ce projet de 40 millions d'€ prévoit la construction d'un centre social et culturel, d'une mairie avec parkings souterrains, la rénovation d'un square et la démolition partielle de la caserne des pompiers. Trois zones résidentielles comprenant 50 appartements et 38 maisons seront également construites. Le projet démarre et sera achevé en 2014.

**SUÈDE : PPP AUTOROUTIER POUR NCC.** NCC Construction Sverige, filiale du groupe de BTP suédois, va concevoir, construire et exploiter pendant 20 ans, pour 130 millions d'€, une route nationale à deux voies, Riksväg 50, entre Mjölby et Motala (sud-ouest de Stockholm). Le projet comporte 28 km, dont 14 km à 4 voies et 14 km à 2 voies. 39 viaducs, 8 échangeurs et un pont à Motala sont aussi au programme. Livraison : août 2013.

**POLOGNE : ACCIONA POUR LE CONTOURNEMENT DE RZESZOW.** Les autorités polonaises viennent de signer un contrat de quelque 150 millions d'€ avec le constructeur espagnol Acciona et sa filiale locale Mostostal Warszawa pour la construction d'une partie du contournement nord de Rzeszow. Il s'agit d'un tronçon de 6,9 km de l'autoroute A4 et de 1,4 km de la route nationale 19, ainsi que de deux échangeurs, Rzeszow Centre et Rzeszow Est. Les travaux, financés en partie par les fonds structurels européens, doivent durer 18 mois.

**VOLKERWESSELS POUR UN CONTRAT DE CÂBLES ÉOLIENS AU ROYAUME-UNI.** Le groupe de BTP néerlandais VolkerWessels, en partenariat avec Global Marine Systems, s'est vu attribuer par London Array un contrat d'installation de câbles destinés aux parcs éoliens offshore de London Array, dans le Kent et l'Essex. Le montant du contrat s'élève à environ 122 millions d'€, dont près de la moitié en part propre.

**MOSCOU : LES BUREAUX LUKOIL POUR NORDEO.** Le groupe pétrolier russe Lukoil a lancé la construction d'un complexe de bureaux à Moscou de 44 800 m<sup>2</sup>, à proximité de son siège du boulevard Sretenski. Le contrat – que les experts situent entre 100 et 150 millions de \$ – a été attribué pour la partie ingénierie à la filiale de la société finlandaise Nordeo. Les travaux doivent s'achever au 4<sup>ème</sup> trimestre 2011.

**BALFOUR BEATTY POUR L'ÉCLAIRAGE DES RUES DE COVENTRY.** Le groupe de BTP britannique Balfour Beatty a été nommé "candidat préféré" par le Council de Coventry pour la réalisation, l'installation et la maintenance de l'éclairage de la ville. Ce contrat en PPP (partenariat public-privé) de 275 millions d'€ sur 25 ans inclut également le remplacement de 6 000 panneaux de signalisation. Le constructeur va investir 7 millions dans le programme. Un projet "vert" : Balfour Beatty devra réduire la consommation d'énergie de la ville de 38 %. *Commentaire.* C'est le quatrième PPP de Balfour dans l'éclairage de rues après ceux de Sunderland, South Tyne et de Derby.

**POLOGNE : BUDIMEX ET NDI BIEN PLACÉS POUR DES TRONÇONS D'A4.** Le Polonais Budimex (filiale du groupe espagnol Ferrovial) est moins-disant, avec une offre de 591 millions d'€, pour la construction d'un tronçon de 33 km de l'autoroute A4 entre Debica et Rzeszow Ovest, a annoncé la Direction générale des routes nationales et autoroutes (GDDKiA). Pour un autre tronçon d'A4 (34 km entre Krzyz et Debica), c'est le Polonais NDI qui est en tête, avec une offre de 458 millions.

**ESPAGNE : FERROVIAL, SACYR ET ACS POUR DES LOTS DE LGV.** Les groupes de BTP espagnols Ferrovial, Sacyr et ACS viennent de se voir attribuer par l'Adif, le gestionnaire des infrastructures ferroviaires du pays, 48,44 millions d'€ de travaux sur les projets de lignes à grande vitesse. Sacyr et Ferrovial ont obtenu le troisième lot des tunnels de Pajares sur la ligne à grande vitesse vers les Asturies pour 40,59 millions. Par le biais de ses filiales Dragados et Tecsa, ACS a obtenu 7,85 millions pour les travaux d'accès à la LGV d'Albacete, sur la liaison Madrid/Levante.

**CONTRAT MEXICAIN POUR ACS.** Via sa filiale Cobra, le groupe de BTP espagnol ACS a obtenu le marché de la modernisation de la centrale thermoélectrique de Manzanilla, au Mexique. Le montant du contrat est de 717 millions d'€. Iberdrola Ingeniería et Isolux Ingeniería étaient également candidats.

**CRACOVIE : CONSORTIUM POLONO-INDIEN POUR UN CARREFOUR.** Un consortium formé par le Polonais Radko et l'Indien Punj Lloyd a remporté un appel d'offres pour la modernisation d'un des carrefours clés de Cracovie, avec une offre de 41 millions d'€. Une fois transformé, le carrefour Ofiar Katynia s'enrichira d'une estacade et d'un tunnel.

**MADRID : ALDESA ET AZVI POUR UNE INTERCONNEXION FERROVIAIRE.** L'Adif, le gestionnaire des infrastructures ferroviaires espagnoles, vient d'attribuer aux Espagnols Aldesa Construcciones (96 millions) et Azvi (71,2 millions) les marchés de construction de la nouvelle interconnexion entre les gares de Puerto de Atocha et Getafe, à Madrid, avec des délais d'exécution respectifs de 23 et 26 mois. *Commentaire.* Ces travaux vont permettre de relier les lignes à grande vitesse venant d'Andalousie et de la côte méditerranéenne, en évitant ainsi le passage par la capitale et le changement de gare.

**BÂTIMENT - GÉNIE CIVIL - SERVICES ASSOCIÉS**

**ABERTIS N'ÉCARTE PAS DES OPÉRATIONS DE CROISSANCE EXTERNE.** Après un exercice 2009 de "consolidation", le concessionnaire espagnol Abertis pourrait, selon son état-major, reprendre une politique d'investissements "sélectifs et prudents". Abertis a réalisé pour son dernier exercice un chiffre d'affaires de 3,93 milliards d'€, en hausse de 6,9 % pour un Ebitda de 2,43 milliards, qui progresse de 7,9 %. Le résultat net s'établit à 653 millions (+5,6 %). La moitié du chiffre d'affaires et 46 % de l'Ebitda sont générés hors d'Espagne. L'acquisition de nouveaux actifs en 2009 (autoroutes au Chili et en Espagne) ont permis de renforcer le périmètre de consolidation. Les investissements du groupe se sont élevés à 1,39 milliard.

**MÉTRO DE COLOGNE : BILFINGER NIE SA RESPONSABILITÉ.** Herbert Bodner, président du n°2 du BTP allemand, a rejeté les accusations de négligences sur les chantiers du métro de Cologne et de Düsseldorf (BEM du 1<sup>er</sup> mars, p.12). Dans les deux villes, on soupçonne les salariés du groupe d'avoir falsifié des documents ou du moins de n'avoir pas respecté les procédures. Düsseldorf a décidé d'engager des contrôles sur tous les ouvrages d'arts construits au cours des quarante dernières années (dont les ponts et tunnels). Bilfinger Berger a accepté de coopérer avec la justice pour éclaircir ces affaires, qui portent gravement préjudice à l'image d'un groupe en plein virage stratégique. Le major souhaite en effet se concentrer sur les services, au détriment des travaux (BEM du 16 novembre 2009, p.10). "Nous ne dissimulerons rien parce que nous n'avons rien à nous reprocher", a insisté Herbert Bodner, critiqué pour sa mauvaise gestion de la crise. Pour la Fédération des majors HDB, dont Herbert Bodner est président, la faute revient d'abord aux contrôleurs des services de l'urbanisme, qui n'auraient pas fait correctement leur travail.

**STRABAG : LA POLOGNE SUPPLANTE LA RUSSIE.** Pour le major du BTP autrichien, le marché polonais est devenu plus significatif en 2009 que le marché russe. Cette année, Strabag compte y réaliser un chiffre d'affaires de 1,6 milliard d'€ contre 950 millions en 2009. Son carnet de commandes dans ce pays atteint en ce moment 2,5 milliards. "C'est actuellement le plus gros marché après l'Allemagne", a confirmé un porte-parole du groupe. En Russie, le carnet de commandes plafonne à environ un milliard et le chiffre d'affaires n'a pas dépassé 270 millions en 2009. Selon Strabag, la bonne tenue du marché polonais s'explique par un besoin important en infrastructures, des subventions importantes accordées par l'Union européenne et les préparatifs du championnat d'Europe de football en 2012. Enfin, contrairement à la Russie, Strabag y obtient plus facilement des contrats pour la construction de routes. Illustration de ses difficultés en Russie, le groupe a réduit ses prévisions de chiffre d'affaires à 500 millions concernant les contrats des Jeux olympiques d'hiver de 2014 en Russie contre 1 milliard prévu initialement, a reconnu le porte-parole du groupe. En raison de la crise financière, la Russie a revu à la baisse toutes les dépenses pour ce rendez-vous, explique le major autrichien.

**KIER EN FORME À MI-ANNÉE.** Kier, le grand groupe britannique de bâtiment et de génie civil a présenté des bénéfices avant impôts en hausse de 21 %, à 35 millions d'€, pour le 1<sup>er</sup> semestre de son exercice fiscal. Son chiffre d'affaires est ressorti en baisse de 9 %, à 1,4 milliards. Kier a profité des bonnes performances de ses activités de "développement". Cependant le groupe compte se concentrer à l'avenir sur ses activités de construction, anticipant une baisse des dépenses publiques après les élections législatives.

**GALLIFORD TRY TIENT BON.** Le groupe de BTP britannique a présenté sur le deuxième semestre 2009 un bénéfice avant impôts de 7 millions d'€, en hausse par rapport à la perte de 41 millions de 2008. Il a profité d'une augmentation de son carnet de commandes de 1,8 %, à 1,9 milliards grâce entre autres au renouvellement de son contrat dans le cadre du programme quinquennal AMP5 de Thames Water, qui vise à remplacer pour 6 milliards d'€ les équipements de traitement des eaux usées et à rénover le système de distribution de l'eau de la capitale. Le chiffre d'affaires de Galliford Try sur la période est ressorti, en revanche, en repli à 628 millions, contre 853 millions en 2008. Le P-DG du groupe, Greg Fitzgerald, a mis en garde contre un marché difficile dans les mois à venir. "Mais notre carnet de commandes est de qualité et la profondeur et l'étendue de nos compétences nous permettra d'y faire face", explique-t-il. *Commentaire.* Après une augmentation de capital de 131 millions en septembre, Galliford Try a pratiqué une stratégie d'achat de terrains à bas prix, possédant 9 300 lots contre 7 600 l'an passé. Il compte ainsi faire fructifier ces acquisitions.

## VINCI GAGNE EN RENTABILITÉ

**Sérénité, confiance, vigilance sont les maîtres mots du n°1 mondial du secteur, qui affiche des résultats 2009 meilleurs qu'attendus. Xavier Huillard, son DG, y voit la pertinence de son modèle de constructeur concessionnaire.**

"Nous démontrons ce que nous disons depuis 10 ans : on peut faire du BTP autrement", selon M. Huillard. De fait, dans une conjoncture difficile, le bénéfice a progressé de 5 % en 2009 (voir encadré ci-contre). Et malgré une activité en recul de 4,6 %, le groupe affiche une marge opérationnelle de 10 % et une marge nette de 5 %.

● L'activité "contracting" (travaux) a reculé de 5,7 % à 26,9 milliards d'€ (intégrant Taylor Woodrow et ETF). Toutefois, l'international résiste mieux (+1,9 %, surtout l'Afrique, l'Amérique et le Moyen-Orient), qui représente 44,5 % de l'activité. Et la marge opérationnelle perd 0,3 point à 4,5 %.

C'est l'activité de Vinci Construction qui recule le plus (-7,5 % à 14,5 milliards), en particulier dans le bâtiment. L'international fait maintenant jeu égal avec la France, notamment grâce aux métiers de niche et aux infrastructures.

La baisse de la marge opérationnelle a été contenue à 4,6 % tandis que la marge nette est passée de 3,4 à 3 %, le bénéfice reculant de 17,6 %.

Eurovia affiche un chiffre d'affaires de 8 milliards (-2,2 %), soutenu à l'international par les grands projets (notamment en Pologne, en Tchéquie et au Canada). Son résultat net baisse peu (-1,5 % à 206 millions), permettant de stabiliser la marge à 2,6 %.

Vinci Energies, avec une marge opérationnelle stable de 5,3 % et une marge nette en progrès à 3,7 %, démontre son rôle contra-cyclique malgré la baisse d'activité (-6 % à 4,3 milliards, effondrement du tertiaire et l'industrie). Au vu du carnet de commandes (+4 % à 24 milliards), Vinci prévoit un recul moindre de son chiffre d'affaires dans le contracting en 2010 (-4 % avant intégration de Cegelec au 2<sup>ème</sup> semestre, si l'accord avec Qatari Diar reçoit le feu vert des autorités de concurrence).

● Les concessions ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 2,4 % à 4,9 milliards et leur marge nette dépasser 15 % à 745 millions. Vinci a remporté plusieurs contrats importants (A5 en Allemagne, R1 en Slovaquie,

GSM-Rail) et est pressenti pour CDG-Express et 43 km d'autoroute Moscou-Saint-Petersbourg (bouclage prévu mi-2010). Une quinzaine de projets sont à l'étude totalisant 10 milliards d'€.

A l'issue du plan stratégique 2006-2009, M. Huillard n'a pas résisté au plaisir de faire un bilan : comme prévu le CA a dépassé 30 milliards, l'Ebitda a atteint 5 milliards (dont 62 % via les concessions) et l'endettement a été limité à 13,7 milliards (17 annoncés). Effectivement, le groupe a consolidé sa structure financière en 2009, réduisant de 11 % ses investissements opérationnels, améliorant sensiblement son BFR et affichant une trésorerie nette de 6 milliards (+1,2 Md sur un an). Pour 2010, Vinci anticipe une légère hausse de son chiffre d'affaires global, tout en ciblant un maintien des marges opérationnelles du "contracting". Il envisage même d'investir quelques centaines de millions à l'international (énergie, carrières, génie civil spécialisé, FM, concessions greenfield), même si, selon M. Huillard, "on ne peut pas dire pour l'instant que les prix sont bradés".

## BOUYGUES PLUS PRUDENT QUE JAMAIS

**Plus que le chiffre d'affaires, qui a cédé 3 % (sans effet de périmètre et de change) en 2009 à 31,35 milliards d'€, ce sont les résultats qui ont sensiblement reculé chez Bouygues : -16 % pour le résultat opérationnel malgré une nette amélioration au 2<sup>ème</sup> semestre et -12 % pour le bénéfice net. Revue de détail des métiers du BTP.**

● Toujours 1<sup>er</sup> contributeur en termes de chiffre d'affaires, Colas a vu son activité reculer – une 1<sup>ère</sup> depuis 10 ans –, de 9 % à 11,5 milliards, surtout à l'international (-12 %) qui représente 42 % de son chiffre d'affaires. Le groupe l'explique par la contraction de la demande mondiale publique et privée, par le décalage des plans de relance, français et américain (25 % seulement a été dépensé), par une base de comparaison 2008 élevée (fin de grands chantiers) et par la baisse du prix du bitume. Dans un contexte concurrentiel pesant sur les marges, notamment en France, Hervé Le Bouc, son P-DG, a privilégié la rentabilité et le cash, affichant des marges opérationnelles de 4,7 % et nette de 3,3 %. Fort d'un carnet de commandes en hausse de 7 % (à 6,3 milliards) dont la durée d'écoulement s'allonge (Colas gère ainsi 1/3 du réseau britannique), le groupe table sur une stabilisation de la route en 2010 (sauf DOM et Europe centrale) et sur une croissance dans le ferroviaire et les canalisations. En attendant le démarrage de gros chantiers (Tram Train à la Réunion, LGV...),

Colas pourrait chercher à se développer dans le Golfe ou en Turquie.

● "Bouygues Construction" a réalisé une année remarquable", selon Martin Bouygues, avec un chiffre d'affaires en légère hausse à 9,54 milliards (+2 % à l'international à 4,19 milliards). C'est le seul pôle qui a amélioré sa contribution au résultat opérationnel du groupe, ce qui traduit, selon Yves Gabriel, son P-DG, la bonne exécution des chantiers en cours (malgré les difficultés du Gautrain/Afrique du Sud). Le recul du résultat net de 19 % est justifié par la baisse de rémunération d'excédents de trésorerie qui sont pourtant passés de 694 à 3 300 millions. M. Gabriel se félicite donc d'avoir diversifié son groupe sur le plan géographique (la reprise est sensible à Hong Kong et au Moyen-Orient) et sectoriel (financement de projets complexes et électricité/maintenance) pour amortir la crise. Les prises de commandes ont reculé de 12 % en 2009, laissant un carnet de 12 milliards à fin décembre (dont 50 % hors de France et avec un terme supérieur à 2 ans). Si 75 % du CA 2010 est ainsi sécurisé, il devrait toutefois marquer le pas, notamment en France. "Plus que les banques, ce sont les taux de rentabilité exigés par les investisseurs qui freinent les projets", estime M. Gabriel.

● Bouygues Immobilier a augmenté son chiffre d'affaires de 2 % (+16 % dans le logement à 2,08 milliards et -20 % dans l'immobilier d'entreprise à

905 millions). Les efforts promotionnels ont permis de limiter les stocks d'achetés invendus mais ont pesé sur la marge opérationnelle. Et le recul du carnet de commandes de 32 % impactera sensiblement l'activité en 2010.

"Angoissé" par la conjoncture, M. Bouygues a choisi de gonfler la trésorerie en 2009. Les investissements d'exploitation ont baissé de 27% (1,3 milliard) et le BFR a été géré au plus près, permettant au groupe de renforcer sa structure financière : le cash flow libre a gagné 41 % (1,3 milliard) avec une CAF de 3,4 milliards et le ratio d'endettement a été divisé par 2 à 28% (2,7 milliards). Globalement, les métiers du BTP ont préservé leurs marges opérationnelles : elles ont perdu 0,6 pt dans la route à 4,7% et 1,6 pt dans l'immobilier à 6,8% mais gagné 0,3 pt dans la construction à 3,5%. Les télécoms, 1<sup>er</sup> contributeur au bénéfice net du groupe, ont reculé de 12% à 422 millions. En comparaison, les apports de Colas et Alstom restent appréciables, à 374 (-21%) et 346 millions (+10%). Bouygues Construction a chuté (-19 % à 240 millions) tandis que Bouygues Immobilier a résisté (+5 %, à 110 millions). Pour 2010, M. Bouygues a un objectif de CA de 30 milliards, en baisse de 4 %, en particulier pour la construction (-1 % pour la route, -30 % pour l'immobilier et -5 % pour la construction). Il n'exclut toutefois pas de faire de la croissance externe dans ses métiers, mais ne voit pas de bonnes affaires pour l'instant.

**BARRATT RÉDUIT SES PERTES.** Le géant britannique du BTP, Barratt Developments, a réduit ses pertes avant impôts sur les six derniers mois de 2009, qui sont passées de 470 à 140 millions d'€. Sa marge opérationnelle, hors éléments exceptionnels, a progressé sensiblement, passant de 1,3 € à 2,4 % sur un an. Le chiffre d'affaires est ressorti, lui, en repli à 962 millions contre 1,4 milliards pour 2008. Selon le P-DG du groupe, Mark Clare, "Barrat va se focaliser sur l'optimisation des prix de vente afin d'améliorer encore sa marge opérationnelle. Le retour de la prospérité du marché immobilier en Grande-Bretagne dépend des conditions économiques générales, mais surtout des conditions de prêts à venir", estime-t-il.

**HOCHTIEF PRIMÉ POUR SA STRATÉGIE.** Le n°1 allemand du BTP a remporté le "Best of European Business Award" dans la catégorie couronnant l'entreprise ayant enregistré la meilleure croissance pendant la récession. Le prix est délivré chaque année par le cabinet de conseils Roland Berger Strategy Consultants. Aucune autre entreprise n'a été aussi profitable pendant la crise, ont estimé les membres du jury. Hochtief a enregistré un carnet de commandes record en 2009, représentant 21 mois d'activités.

**RÉSULTATS DÉCEVANTS POUR MORGAN SINDALL.** Le groupe de bâtiment britannique Morgan Sindall a publié un bénéfice avant impôts 2009 en repli de 28 %, à 49 millions d'€, alors que le chiffre d'affaires de ses activités de rénovation et de régénération urbaine a sombré. Ainsi, Overbury, sa filiale rénovation, a vu son bénéfice reculer de 47 % et celui de Muse, sa filiale de régénération urbaine, de 90 %. Le chiffre d'affaires de Morgan Sindall est ressorti en baisse de 13 %, à 2,43 milliards d'€. "Nous restons dans une forte position financière et sommes bien placés pour tirer parti des opportunités du marché dont les conditions seront assez similaires à 2009", a expliqué le directeur général du groupe, John Morgan.

## EIFFAGE APPRÉHENDE L'ANNÉE 2010

**Le n°3 du BTP français a vu son activité baisser dans l'ensemble de ses métiers et son résultat opérationnel reculer de 7,3 %. Son P-DG, Jean-François Roverato, estime que sa stratégie paiera lorsque l'activité reprendra.**

Cartes sur table ! Tel semblait être le mot d'ordre de Jean-François Roverato lors de la présentation du bilan annuel de son groupe. Et le P-DG d'Eiffage a commencé fort en annonçant son salaire pour 2010 : 1 350 000 € soit moins 40 % en quatre ans. M. Roverato a ensuite reconnu que la stratégie du n°3 du BTP français allait à rebours de celle des grands groupes, obsédés par leur cours de Bourse : "Nous avons fait le choix de verser un intéressement exceptionnel, de maintenir les embauches, de former nos salariés, de répondre à tous les partenariats public-privé en France et à de nombreux en Europe, d'où des coûts d'études élevés. Il est normal que cette politique ne plaise pas à court terme et aboutisse à un bénéfice en baisse." Cette posture de "patron de crise" et cette profession de foi à contre-courant ne masquent pas le fait que l'année 2009 a été mauvaise : le chiffre d'affaires, dopé par le rachat de Clemessy et Crystal (761,4 millions d'activité en 2009), ne progresse que de 0,1 %, à 13,23 milliards d'€ (-5,8 % à périmètre constant), le résultat opérationnel courant baisse de 7,3 % (1,01 milliard) et le résultat net part du groupe de 35,1 % (293 millions). La marge opérationnelle de l'activité Travaux est passée de 4,1 à 3,1%. "Nous avons

mis 10 ans, de 1996 à 2006, à passer de 0 à 5 points", se lamente M. Roverato. Toutes les branches "travaux" reculent (-10,1 % pour la construction, -5,1% pour les travaux publics, -1,5 % pour le métal), à l'exception de l'énergie (+23,3 %), là encore boosté par Clemessy et Crystal. A périmètre constant, la baisse est toutefois de -7,7 % pour ce métier. Les concessions progressent de 1,6 %.

### L'Europe sous les 2 milliards d'euros

Pour expliquer la baisse d'activité et de rentabilité, outre sa stratégie de maintien de coûts, Jean-François Roverato incrimine la crise : "Même si la dégradation a cessé, elle a fait baisser les prix." En cause aussi, l'accord interprofessionnel sur les délais de paiement "Nous sommes passés de 60 jours à 55 j pour les fournisseurs et on finira à 45 j. Mais nos clients publics, eux, ne sont pas tenus par cet accord", explique M. Roverato. "Cela nous a coûté 215 millions d'€ de trésorerie." Dernière explication à cette mauvaise passe : le repli, parfois très important, de l'activité dans certains pays d'Europe, aboutissant à une baisse de 16,9 % du chiffre d'affaires sur le continent lequel passe sous la barre symbolique des 2 milliards (1,95 milliard). "La Lotharingie (France, Allemagne, Belgique) a bien résisté, l'Espagne est toujours dans la tourmente et la

baisse est du même ordre en Europe de l'Est", analyse M. Roverato. Mais, plus que 2009, le dirigeant d'Eiffage est inquiet pour l'année 2010. "Nous n'espérons pas de chômage technique si, après les 1 000 chantiers Devedjan, il y a reprise de l'activité. Mais, c'est vrai que nous sommes inquiets pour la période septembre 2010-juin 2011". Le groupe identifie 12 milliards d'€ de marchés dans les prochains mois en France, dont 1,7 dans l'hospitalier. En Europe, Eiffage compte répondre à d'importants PPP. Il est déjà candidat pour un programme pénitentiaire en Belgique (BEM du 8 février, p.4) et, avec Carillion, pour les travaux préparatoires à Hinkley Point, où EDF va construire une première centrale nucléaire (BEM du 16 novembre 2009, p.4). M. Roverato ne remet pas en cause le déploiement de son groupe hors de France (BEM du 30 novembre 2009, p.12), persuadé d'être bien positionné quand l'activité reprendra. Le dirigeant note déjà des signes encourageants en Pologne.

### Les résultats des majors français en bref

- Vinci : CA 31,92 milliards (-4,6 %) ; ROPA 3,19 milliards (-5,5 %) ; Res. Net 1,59 milliard (+0,3 %).
- Bouygues : CA 31,35 milliards (-3 %) ; Res. opérationnel 1,85 Md (-16 %) ; Res. Net 1,32 Md (-12 %), dont :
  - \* Colas : CA 11,58 milliards (-9 %) ; RO 541 millions (-21 %) ; RN 374 millions (-21 %)
  - \* Bouygues Construction : CA 9,54 milliards (+1 %) ; RO 335 millions (+9 %) ; RN 240 millions (-19 %).
  - \* Bouygues Immobilier : CA 2,98 milliards (+2 %), RO 203 millions (-18 %), RN 110 millions (+5 %).
- Eiffage : CA 13,23 milliards (+0,1 %) ; RO 1,01 milliard (-7,3 %) ; RN 190 millions (-35,1 %)

**GEKINA VEUT SORTIR DU MARCHÉ ESPAGNOL.** C'est ce que vient d'indiquer la foncière française, dont l'actionnaire principal est l'Espagnol Metrovacesa. Gecina souhaite signer un accord de séparation avec Bami, foncière de bureaux dont elle détient 49 %. Mais les immeubles de bureaux dans le nord de Madrid seront logés dans une filiale, avec l'objectif de les vendre dans trois ou quatre ans, a indiqué Christophe Clamageran, son nouveau directeur général en présentant le plan stratégique du groupe. Celui-ci se caractérise aussi par un désengagement de la logistique (913 000 m<sup>2</sup> valorisés 574 millions d'€) et dans l'hôtellerie (valorisé 275 millions) pour se recentrer sur la France et dans l'immobilier de bureaux d'une part, le résidentiel, le secteur santé et le logement étudiant d'autre part. Gecina affiche pour 2009 une perte nette de 773,7 millions (-874,4 millions en 2008).

## LES MAJORS ESPAGNOLS TIRENT LEUR ÉPINGLE DU JEU EN CÉDANT DES ACTIFS

**En 2009, sur les cinq majors du BTP espagnol, seuls ACS et Sacyr ont vu leur chiffre d'affaires progresser (avec respectivement +2,2 % et +8,9 %). Hormis Sacyr, les quatre autres grands groupes (ACS, Ferrovial, FCC, Acciona) ont tiré leur épingle du jeu l'an dernier et dégagé quasiment 4 milliards d'€ de bénéfices, un chiffre en progression de 85 % par rapport à 2008. Malgré cela, les majors ont réussi à se concentrer sur des activités considérées comme stratégiques, et à réduire leur dette (-14 %) sans renoncer à certains investissements, considérés comme nécessaires pour leur futur développement.**

- Les participations d'ACS dans le n°1 allemand du BTP Hochtief (30%), dans le concessionnaire espagnol Abertis (25,8 %) et dans le groupe énergétique Iberdrola (12,6 %), pèsent pour 118 millions d'€ dans le bénéfice net du leader espagnol. Son résultat (1,95 milliard) a aussi été dopé par les plus-values dégagées par la cession de titres Iberdrola. L'excédent brut d'exploitation (Ebitda) a augmenté de 5,5 % à 1,45 milliard, avec une baisse dans la construction (7,2 %) et une hausse de 15,1 % dans les services industriels et l'énergie. Le groupe, qui tente depuis plusieurs années de se réorienter vers l'énergie, a vu le chiffre d'affaires de cette activité augmenter de 6 % à 6,8 milliards pour représenter désormais 44 % de son activité totale. Sa branche "Travaux" a reculé de 7,5 % à 6,12 milliards d'€, en raison de la baisse significative d'activité sur le marché espagnol, compensée partiellement par la très forte progression de sa présence à l'international (+75 % avec plus de 4 milliards). Malgré la conjoncture, c'est le groupe qui s'en sort le mieux, porté par le développement des concessions et des marchés de construction à l'international, notamment au Moyen-Orient et en Amérique latine.
- FCC, le n°2 du BTP espagnol, est le groupe qui est le plus actif à l'international (44 % de son chiffre d'affaires) après Sacyr (66 %). Plus de 40 % des 5,5 milliards d'€ générés à l'étranger

sont assurés par sa filiale autrichienne Alpine, suivie de son activité sur le marché allemand (17 %) et dans les pays de l'est (25 %). Son chiffre d'affaires s'inscrit toutefois en recul de 6,7 % à 12,69 milliards, principalement en raison de la réduction de 10,2 % des revenus sur son marché domestique. Son activité "Ciment" a chuté plus de 27 %, dépassant juste 1 milliard d'€. Sa division "Renouvelables" (82 millions de chiffre d'affaires) va monter en puissance vu l'importance des investissements réalisés par le groupe au 2<sup>ème</sup> semestre 2009.

- Le n°3 du secteur, Ferrovial, a réduit fortement ses pertes en 2009 à 92,4 millions d'€ contre 812 millions en 2008. Son résultat brut d'exploitation a progressé de 8,9 % à 2,54 milliards malgré un chiffre d'affaires en recul de 2,1 % à 12,1 milliards (hors effets de change). La gestion aéroportuaire (Ferrovial est propriétaire du gestionnaire britannique BAA) a fourni 53 % du résultat brut d'exploitation, les autoroutes 24 %, les services 14 % et la construction 9 %. Ferrovial a vu sa dette nette augmenter de 5,2 %, à 22,27 milliards. Ferrovial affiche toutefois son optimisme en raison de la reprise du trafic d'Heathrow en 2009, de l'activité autoroutière notamment aux Etats-Unis, et de la croissance de ses activités de construction à l'international notamment via sa filiale polonaise Budimex, qui dépassent pour la première fois en volume le marché espagnol (4,6 milliards contre 4,1 milliards).

- Acciona a donné un grand coup d'accélérateur à sa stratégie de diversification dans l'énergie en rachetant 25,01 % de l'électricien Endesa en 2007. Il les a vendues en 2009 pour se désendetter, mais a conservé certains actifs dans les énergies renouvelables. Acciona a ainsi réduit son endettement de 40 % l'an dernier, qui retombe à 7,6 milliards d'€, et multiplié par trois son résultat net à 1,29 milliard. Si ses divisions "Immobilier" et "Infrastructures" ont éprouvé des difficultés, le n°4 du BTP espagnol

a continué à se renforcer dans les renouvelables (solaire, biomasse, éolien) en investissant 2,8 milliards d'€ pour acquérir plus de 2 000 MW de puissance installée. Ce chiffre représente plus de la moitié des 4,2 milliards d'investissements réalisés l'an dernier par le groupe. Sur 2010-2013, le groupe a prévu d'investir 6,5 milliards d'€, dont 1 milliard par an dans l'énergie. Le groupe prévoit d'augmenter son chiffre d'affaires de 14 % par an pour atteindre 11 milliards en 2013.

- Sacyr, n°5 du BTP espagnol, a réussi, non sans mal, à réduire sa dette de 18 %, la ramenant à 11,8 milliards, grâce aux plus-values dégagées par la vente d'Itinere, sa filiale "Concessions" (856 millions), d'un certain nombre d'actifs immobiliers, et des 20 % détenus dans la compagnie pétrolière Repsol (232 millions). L'éclatement de la bulle immobilière et la crise avaient en effet placé ce groupe dans une position très difficile en 2008, en raison de la lourdeur de la dette contractée pour ses opérations de croissance externe en plein boom immobilier. Après avoir subi une perte de 256 millions en 2008, le groupe repasse ainsi dans le vert, affichant un bénéfice de 505,9 millions d'€ en 2009. Son activité a augmenté de 8,9 % sur un an, à 5,84 milliards, grâce à ses activités de service et de concession, qui ont compensé la baisse des travaux.

### Les majors espagnols en bref

- ACS CA : 15,6 milliards d'€ (+2,2 %) ; Ebitda : 1,45 milliard (+5,5 %) ; RN : 1,95 milliard (+8,1 %)
- FCC CA : 12,7 milliards (-6,7 %) ; Ebitda : 1,46 milliard (-0,5 %) ; RN : 307,2 millions (-8 %)
- Ferrovial CA : 12 milliards (-2,1 %) ; Ebitda : 1,53 milliard (+10,4 %) ; RN : -92,4 millions (-812 en 2008)
- Acciona CA : 6,51 milliards (-9,6 %) ; Ebitda : 1,04 milliard (-2,5 %) ; RN : 1,29 milliard (+172 %)
- Sacyr CA : 5,85 milliards (+8,9 %) ; Ebitda : 450,1 millions (-26,1 %) ; RN : 506 millions (-256 en 2008)























